

# OECD *Multilingual Summaries* Tackling Harmful Alcohol Use Economics and Public Health Policy

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264181069-en](https://doi.org/10.1787/9789264181069-en)

## Lutter contre la consommation nocive d'alcool Politiques économiques et de santé publique

*Résumé en français*

Présent dans la vie des sociétés humaines depuis, au moins, le Néolithique, l'alcool est tout à la fois adoré et haï pour des raisons qui n'ont guère changé au fil du temps. Qu'est-ce que c'est que d'avoir trop bu ? À partir de quand peut-on parler d'ébriété ? Qui boit et dans quelles circonstances ? La réponse à ces questions dépend pour beaucoup de facteurs tels que la culture, l'économie et les normes sociales.

Dans les pays de l'OCDE, la consommation d'alcool par personne a globalement diminué au cours de la période couverte par le rapport de l'OCDE sur l'alcool, mais avec des évolutions divergentes, à la hausse ou à la baisse, autour de cette tendance générale, selon les pays. Cependant, de nombreux pays connaissent une forte augmentation des conduites d'alcoolisation à risque (alcoolisation paroxystique ou binge drinking), surtout parmi les jeunes et les femmes. De même, les économies émergentes enregistrent une importante progression de la consommation relative d'alcool, quoiqu'à partir de niveaux comparativement faibles.

Ces évolutions sont préoccupantes car certains des méfaits généralement associés à la consommation excessive d'alcool chez les jeunes – accidents de la circulation ou actes de violence, par exemple – touchent souvent d'autres personnes que les consommateurs eux-mêmes, contribuant pour beaucoup au poids des maladies liées à l'alcool. La surconsommation d'alcool chez les jeunes est associée à un risque accru de maladies aiguës et chroniques. Elle est aussi associée à des problèmes de consommation excessive plus tard dans la vie, et ceux qui réussissent sur le marché du travail risquent de voir leurs perspectives de carrière à long terme compromises.

L'alcool a un impact sur plus de 200 maladies et types d'accidents. Dans la plupart des cas, l'impact est négatif ; dans certains cas, il est bénéfique. Chez une minorité de consommateurs, le plus souvent des hommes d'un certain âge qui boivent peu, les bénéfices pour la santé l'emportent. Au niveau de l'ensemble de la population, les effets négatifs pour la santé l'emportent largement dans tous les pays, partout dans le monde. La consommation dangereuse d'alcool découle normalement d'un choix individuel, mais elle a des conséquences sociales. Les préjudices subis par les personnes autres que les consommateurs eux-mêmes, par exemple les victimes d'accidents de la circulation et d'actes de violence, mais aussi les enfants souffrant du syndrome d'alcoolisation fœtale, sont la manifestation la plus visible de ces conséquences pour la société. Le coût des soins de santé et de la criminalité et la baisse de la productivité en sont d'autres conséquences importantes. Les pouvoirs publics ont par conséquent toutes les raisons de lutter contre l'usage nocif de l'alcool. Les conséquences de la consommation nocive d'alcool en termes de santé publique sont très préoccupantes, l'alcool étant l'une des premières causes de mortalité et de handicap dans le monde. Selon les estimations de l'OCDE, quatre consommateurs d'alcool sur cinq réduiraient leur risque de décès, quel qu'en soit la cause, s'ils réduisaient leur consommation d'alcool d'une unité par semaine. Il est donc largement possible d'améliorer le bien-être des consommateurs et de la société de façon générale, d'autant qu'on n'a jamais disposé de données aussi nombreuses ni aussi détaillées qu'aujourd'hui montrant l'ampleur des risques liés à l'usage nocif de

l'alcool et l'efficacité des multiples mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre pour en corriger les méfaits.

La palette des politiques disponibles pour lutter contre la consommation excessive d'alcool est très large, certaines ciblant uniquement les gros buveurs, d'autres étant de portée plus générale. Choisir une combinaison appropriée de mesures dans un contexte donné exige des décisions politiques que les gouvernements, chacun individuellement, sont les mieux à même de prendre, compte tenu des caractéristiques sociales, culturelles et épidémiologiques du pays. Cependant, les analyses économiques fondées sur la simulation informatique de divers scénarios peuvent aider les gouvernements à comparer l'impact, en termes de santé, et l'intérêt économique de différents types d'interventions, ce qui peut être un instrument utile pour aider à la prise de décision. La Stratégie mondiale de l'OMS visant à réduire l'usage nocif de l'alcool, approuvée par l'Assemblée mondiale de la santé en 2010, envisage toute une palette de mesures fondées sur un consensus international que l'OCDE a pris comme point de départ pour évaluer diverses politiques dans une perspective économique. Le fait de prendre en compte, ou de ne pas prendre en compte, telle ou telle mesure dans l'analyse n'implique pas, en soi, l'approbation, ni le rejet, de telle ou telle option.

Les analyses menées par l'OCDE sur la base d'un modèle de simulation montrent que plusieurs politiques de lutte contre l'alcoolisme sont susceptibles de réduire les taux de surconsommation d'alcool, régulière ou occasionnelle, et la dépendance à l'alcool, dans trois pays, dans la proportion de 5 % à 10 %. Cela rapprocherait grandement ces pays de l'objectif consistant à réduire volontairement la consommation dangereuse d'alcool de 10 % d'ici 2025, objectif adopté par l'Assemblée mondiale de la santé, en 2013, dans le cadre du dispositif pour le suivi des maladies non transmissibles au niveau mondial. L'étude de l'OCDE a révélé que la capacité des gouvernements d'élaborer et d'appliquer des stratégies globales de prévention en combinant les atouts de différentes approches est un élément clé de la réussite. Cela peut inclure des initiatives émanant du secteur des boissons alcoolisées, encore qu'on ait besoin de disposer de davantage d'observations indépendantes quant à l'impact de telles actions.

Les modèles de simulation comme celui utilisé dans les analyses de l'OCDE présentent de nombreux avantages. Ils peuvent fournir des observations dans des domaines où une enquête empirique directe serait difficile, voire impossible. Cependant, ils reposent aussi sur des hypothèses et doivent s'appuyer sur diverses données de base qui, pour certaines, sont de médiocre qualité. On peut toujours améliorer les modèles en affinant les hypothèses et les données de base.

## Principaux résultats

- Dans les pays de l'OCDE, la consommation annuelle moyenne correspond à 9.1 litres d'alcool pur par habitant (soit une baisse de 2.5 % en moyenne au cours des 20 dernières années).
- On estime que près de 11 % de la consommation totale d'alcool n'est pas comptabilisée, dans les pays de l'OCDE. Ajoutée à la consommation comptabilisée, cela porte la consommation totale d'alcool à 10.3 litres par personne, un chiffre beaucoup plus élevé que la moyenne mondiale, qui est de 6.2 litres.
- L'essentiel de la consommation de boissons alcoolisées est le fait des 20 % de la population qui boivent le plus dans les pays examinés.
- La prévalence des consommations dangereuses (une consommation hebdomadaire d'alcool pur de 140 grammes ou plus pour les femmes et de 210 grammes ou plus pour les hommes) et de la suralcoolisation épisodique (« alcoolisation paroxystique intermittente », soit la consommation de 5 à 8 doses au cours d'un même épisode selon les pays) chez les jeunes, en particulier les femmes, a augmenté dans de nombreux pays de l'OCDE.
- La proportion des enfants âgés de 15 ans ou moins qui n'ont pas encore consommé d'alcool a diminué, passant de 44 % à 30 % chez les garçons et de 50 % à 31 % chez les filles, au cours des années 2000. À l'inverse, la proportion des enfants qui ont déjà été en état d'ébriété a augmenté, passant de 30 % à 43 % chez les garçons et de 26 % à 41 % chez les filles.
- La probabilité de consommer de l'alcool est plus forte parmi les individus dont le niveau d'éducation et le statut socioéconomique sont plus élevés. Les hommes de niveau d'éducation et de statut socioéconomique moindres sont plus exposés au risque de consommation dangereuse, de même que les femmes plus éduquées et de statut socioéconomique plus élevé.
- En général, les groupes ethniques minoritaires consomment moins d'alcool que la majorité de la population, hormis quelques exceptions de taille dans certains pays.

- Si l'impact de la surconsommation d'alcool sur la situation au travail est systématiquement négatif, il apparaît qu'une consommation modérée peut avoir un impact positif, en particulier en termes de salaires. Les estimations actuelles indiquent que les pertes de productivité liées à une alcoolisation excessive sont de l'ordre de 1 % du PIB dans la plupart des pays.
- L'alcool pèse lourd en termes de maladies et d'accidents. La consommation dangereuse d'alcool est passée de la huitième à la cinquième place du classement des principales causes de mortalité et de handicap, dans le monde, entre 1990 et 2010.
- Lorsqu'elles sont systématiquement proposées dans le cadre des soins primaires, les séances d'information sur l'alcool sont susceptibles d'engendrer des gains importants, en termes de santé et d'espérance de vie, dans les trois pays qui ont fait l'objet d'une analyse économique, dans le présent rapport, sur la base d'une simulation informatique (Allemagne, Canada et République tchèque).
- De même, une hausse des taxes ayant pour résultat l'augmentation de 10 % du prix des boissons alcoolisées et l'adoption d'une série de mesures réglementaires pourraient produire des effets intéressants.
- En combinant les mesures de lutte contre l'alcool dans le cadre d'une stratégie cohérente de prévention on en maximiserait les effets, car cela aiderait à atteindre une « masse critique » qui permettrait d'avoir plus d'impact sur les normes sociales qui poussent aux conduites d'alcoolisation dangereuse.
- En années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI), un ensemble de dispositions fiscales et réglementaires, diverses interventions dans le domaine de la santé et une stratégie mixte permettraient chaque fois de gagner environ 37 000 AVCI par an au Canada, entre 23 000 et 29 000 AVCI en République tchèque, et entre 119 000 et 137 000 AVCI en Allemagne, soit 10 % environ de la charge de morbidité estimée imputable à la surconsommation dangereuse d'alcool, dans ces trois pays, en 2010.
- Des stratégies en matière d'alcool combinant différentes mesures permettraient d'économiser en dépenses de santé jusqu'à 4, 8 et 6 USD (en parité de pouvoir d'achat) par personne, respectivement, dans ces trois pays.
- Les mesures en milieu médical sont les plus coûteuses à mettre en œuvre dans les trois pays, suivies par le contrôle de l'application des règles concernant l'alcool au volant et les programmes en milieu de travail. Les mesures visant les prix et les mesures réglementaires sont nettement moins coûteuses.
- Même les mesures de prévention les plus coûteuses présentent un bilan coût-efficacité extrêmement favorable en termes de santé, dans les trois pays.
- Les mesures de lutte contre l'alcoolisme devraient cibler en priorité les gros buveurs, mais rares sont les moyens dont on dispose pour y parvenir. Les médecins de soins primaires peuvent certainement jouer un rôle important dans la lutte contre la surconsommation, tandis que le contrôle par les forces de police des règles en vigueur concernant l'alcool au volant est essentiel pour réduire le nombre des victimes d'accidents de la route.
- Cela étant, il peut être nécessaire d'adopter des stratégies plus larges pour compléter les mesures ciblant exclusivement les gros buveurs. La hausse du prix des boissons alcoolisées peut être bénéfique en termes de santé publique, surtout lorsqu'elle porte sur le segment le moins cher du marché car cela permet de lutter plus efficacement contre une consommation dangereuse. La réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées peut produire des avantages complémentaires.
- Un dialogue ouvert et une action en coopération avec les fabricants de boissons alcoolisées, ainsi qu'avec les grands distributeurs et autres acteurs concernés, peut – comme c'est déjà le cas dans certains pays – s'inscrire dans une stratégie efficace de lutte contre les méfaits de la consommation d'alcool.
- Les enquêtes portant sur la consommation d'alcool sont des instruments essentiels à la conception de politiques publiques efficaces. Les pays et leurs agences de statistique et de santé publique doivent redoubler d'efforts pour renforcer la cohérence et l'exactitude de ces enquêtes.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.**

**Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE** [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet [www.oecd.org/rights](http://www.oecd.org/rights)



**Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!**

© OECD (2015), *Tackling Harmful Alcohol Use: Economics and Public Health Policy*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264181069-en